Blaut, James M. (1987) *The National Question. Decolonizing the Theory of Nationalism*. Londres, Zed Books, 232 p.

Gilles Sénécal

Volume 34, numéro 91, 1990

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/022087ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/022087ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)

1708-8968 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Sénécal, G. (1990). Compte rendu de [Blaut, James M. (1987) *The National Question. Decolonizing the Theory of Nationalism*. Londres, Zed Books, 232 p.] *Cahiers de géographie du Québec*, 34(91), 102–103.
<https://doi.org/10.7202/022087ar>

BLAUT, James M. (1987) *The National Question. Decolonizing the Theory of Nationalism*. Londres, Zed Books Ltd, 232 p.

La théorie marxiste a rencontré, dès ses débuts, une difficulté certaine à rendre compte des mouvements des nationalités et de décolonisation. Le colonialisme serait-il un mal nécessaire, comme le croyaient Marx et Lénine, puisqu'il permet aux espaces colonisés d'accéder à des stades de développement et de production supérieurs ? Qui voudrait aujourd'hui réduire le nationalisme des communautés dominées et sans État à un discours idéologique de la bourgeoisie ? Comment concilier, dans la logique marxiste, lutte des classes et lutte nationale, sans subordonner la seconde à la première ? Les luttes nationales représentent-elles une anomalie à la théorie, qui, à ce titre, engage une révision en profondeur du paradigme marxiste ?

Le présent ouvrage se veut une relecture de la question nationale par l'examen des problèmes rencontrés à l'intérieur de la théorie marxiste, comme ont pu l'exprimer les premiers interprètes, Lénine et Staline, jusqu'aux thèses récentes de Tom Nairn et d'Eric Hobsbawm. À la question de savoir si les mouvements de libération, qu'ils soient de décolonisation ou *nationalitaires*, ne constituent que des épiphénomènes de la lutte des classes, donc des dérivés du projet de la bourgeoisie locale, ou s'ils possèdent une quelconque autonomie, toute relative il est vrai, à l'égard des relations de classes, Blaut répond que les luttes nationales et les luttes de libération possèdent leur dynamique propre. Le débat entre Nairn et Hobsbawm avait tenté déjà, à la fin des années 1970, d'éclaircir de telles questions. Nairn se faisait le défenseur d'une spécification des luttes nationales à l'égard des luttes de classes, en insistant plus particulièrement sur les conditions de la modernisation et sur l'inégal développement comme causes de la résurgence des nationalismes. Hobsbawm préférait ne voir dans le nationalisme qu'une idéologie du XIX^e siècle, dont toutes les récurrences ne peuvent être qu'irrationnelles. La critique des thèses marxistes de Blaut se veut d'emblée un effort d'actualisation, dans le but aussi de l'adapter à la réalité des mouvements de libération nationale encore actifs, en les associant aux luttes contre le capitalisme.

S'il faut recourir à une typologie des nationalismes, donc distinguer des variantes conservatrices et des tendances de gauche, en se gardant bien de confondre les idéologies associées aux différents nationalismes — le nationalisme de l'État ne concorde pas avec celui des groupes dominés et sans État —, il importe de saisir le phénomène dans toute sa complexité, sous ses aspects les plus contradictoires. À titre d'exemple, la résurgence ethnique, ou *ethnic revival*, a pu apparaître paradoxale à beaucoup de chercheurs, ne serait-ce que parce qu'on l'a traditionnellement opposée à la modernité et à l'universalisme. La modernisation de l'État aurait dû, en principe, venir à bout des appartenances ethno-régionales ou des nationalismes périphériques. Or n'est-ce pas justement les manquements dans le développement politique qui aiguissent la conscience nationale des communautés dominées ? Blaut présente le fait national comme une arme de libération. Son étude de cas, en filigrane tout le long de l'ouvrage, porte sur Porto Rico et colle bien à son hypothèse de départ, à savoir que le mouvement de libération nationale projette l'idéal de la souveraineté politique en parallèle avec l'objectif de la justice sociale. Il faut toutefois regretter

qu'aucun des chapitres ne porte précisément sur le cas portoricain comme tel, de la même manière qu'une comparaison avec d'autres exemples aurait mieux étayé le débat théorique soulevé par l'auteur.

Ceci dit, la critique de la théorie marxiste à l'égard de la question nationale peut sembler aujourd'hui, et à maints égards, dépassée. Preuve en est l'autocritique de David Hechter (*Purriel Débat*, 1982, 32 : 119-128) sur le colonialisme interne qui, sans renoncer à présenter les nationalismes minoritaires ou les luttes de libération comme des conséquences de l'inégal développement, entend désormais les situer dans toute leur dimension symbolique et identitaire. L'équipe qui a pu animer la défunte revue *Purriel Débat* avait particulièrement mis en lumière l'essoufflement des États-nations, conjugué à l'émergence des nouvelles symboliques régionales et *nationalitaires*, qui ont pavé la voie à de nouvelles formes de représentation et d'organisation. En fait, la littérature actuelle insiste justement sur les dimensions culturelles ; pensons à l'ouvrage d'Alain Touraine, *Le pays contre l'État* (1982), sur l'Occitanie, lequel met en parallèle trois forces motrices, mais divergentes, de l'action, soit la culture d'abord, puis les luttes de classes et enfin l'idée de nation. La dimension symbolique qu'offre le nationalisme permet de donner sens et identité aux groupes sociaux : Melucci (*Revue internationale d'action communautaire*, 1983, 50 : 26) n'affirme-t-il pas que le *nationalitarisme* fournit un « horizon symbolique » aux luttes sociales ? On pourrait citer aussi Bacsko qui, dans *L'imaginaire social* (1984), interprète la Pologne de Solidarnosc à partir de l'idée de mémoire collective. L'ouverture d'une brèche sur le culturel et l'imaginaire indique bien que les explications au phénomène des luttes nationales ne peuvent pas être qu'économiques ; il ne saurait être question, non plus, de donner une quelconque priorité à cette instance.

Cet ouvrage bien documenté intéressera les exégètes du marxisme, soucieux d'approfondir les contradictions de la théorie, même si la portée limitée des questions soulevées et l'orientation bibliographique circonscrivent le débat à l'intérieur d'une lecture étroite du phénomène national.

Gilles SÉNÉCAL
Montréal

BENKO, G.B. et al (1988) *Les nouveaux aspects de la théorie sociale. De la géographie à la sociologie*. Caen, Paradigme, 276 p.

Les deux dernières décennies du XX^e siècle seront-elles témoins de l'émergence d'une nouvelle pratique de la géographie humaine, construite sur l'articulation des acquis de la géographie théorique et quantitative, de la géographie néo-marxiste et de la géographie humaniste ? C'est un peu la question posée par cet ouvrage qui renferme les actes d'un colloque tenu à Paris à l'hiver 1987 au Centre culturel canadien. L'organisateur du colloque, G.B. Benko, a réussi une